

Code des assurances



Textes en vigueur au 1^{er} janvier 2018

par

Bernard DUBUISSON

Professeur à l'Université catholique de Louvain

et

Vincent CALLEWAERT

*Maître de conférence invité à l'Université catholique de Louvain
Avocat au Barreau de Bruxelles*

12^e édition



larcier

Table des matières

I. GÉNÉRALITÉS

LOI RELATIVE AUX ASSURANCES, LOI SUR LE CONTRAT D'ASSURANCE TERRESTRE ET ARRÊTÉS D'EXÉCUTION DE LA LOI SUR LE CONTRAT D'ASSURANCE TERRESTRE

25 JUIN 1992. – LOI sur le contrat d'assurance terrestre. (<i>Mon. 20 août 1992</i>)	2
4 AVRIL 2014. – LOI relative aux assurances (<i>Mon. 30 avril 2014</i>)	6
Table de concordance.	82
24 AOÛT 1992. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre. (<i>Mon. 11 septembre 1992</i>)	109
25 AOÛT 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'adaptation des contrats d'assurances et autres documents d'assurances à la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre. (<i>Mon. 11 septembre 1992</i>)	110
24 DÉCEMBRE 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre. (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	111
2 AOÛT 2007. – ARRÊTÉ ROYAL établissant le document visé à l'article 138bis-6, troisième alinéa de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon. 10 octobre 2007</i>)	114
20 DÉCEMBRE 2007. – ARRÊTÉ ROYAL instituant l'organe de conciliation visé à l'article 138bis-6, troisième alinéa de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon. 14 mai 2008</i>)	115
1 ^{er} FÉVRIER 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les indices spécifiques visés à l'article 204, § 3, de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances (<i>Mon. 8 février 2010</i>)	117

II. ASSURANCES DE DOMMAGES

ASSURANCE INCENDIE

A. Législation

30 JUILLET 1979. – LOI relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances. (<i>Mon. 20 septembre 1979</i>)	120
28 FÉVRIER 1991. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les établissements soumis au chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances (<i>Mon. 13 avril 1991</i>)	124
5 AOÛT 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 8, 8bis et 9 de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances. (<i>Mon. 30 août 1991</i>)	125

24 DÉCEMBRE 1992. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls, en ce qui concerne les risques simples. (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	127
3 MARS 1992. – CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE relative à l'arrêté royal du 28 février 1991 concernant les établissements soumis au chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances (<i>Mon. 7 mars 1992</i>)	132

B. Conventions professionnelles

CONVENTION relative à l'exercice du recours des tiers Incendie-Explosion (580)	135
CONVENTION «dégâts d'eau» (600)	140
CONVENTION «propriétaire – locataire» (720)	145

ASSURANCE DES RISQUES MAJEURS

A. Catastrophes naturelles

12 JUILLET 1976. – LOI relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles. (<i>Mon. 13 août 1976</i>)	150
20 AOÛT 1976. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités d'estimation des dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques). (<i>Mon. 16 septembre 1976; Err. Mon. 21 octobre 1976</i>)	164
20 AOÛT 1976. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indemnisation des dommages causés aux biens meubles d'usage courant ou familial par des calamités naturelles (calamités publiques). (<i>Mon. 30 septembre 1976</i>)	166
14 SEPTEMBRE 1984. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 42 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (<i>Mon. 18 octobre 1984</i>)	167
12 OCTOBRE 2005. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les critères sur la base desquels les Régions doivent formuler leurs propositions en matière de délimitation des zones à risque (<i>Mon. 21 novembre 2005</i>)	169
25 FÉVRIER 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la mise en place et les conditions de fonctionnement du Bureau de tarification en matière de catastrophes naturelles et déterminant les obligations des assureurs et certaines procédures auprès de la Caisse nationale des Calamités (<i>Mon. 1^{er} mars 2006</i>)	170
8 DÉCEMBRE 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions d'agrément et de contrôle de la Caisse de compensation des Catastrophes naturelles (<i>Mon. 22 décembre 2006</i>)	172
28 FÉVRIER 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant délimitation des zones à risques visées à l'article [129, § 1 ^{er} , de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances] (<i>Mon. 23 mars 2007</i>)	174
20 DÉCEMBRE 2007. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'application de l'article 2, § 3, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (<i>Mon. 24 janvier 2008</i>)	175
10 MARS 2016. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT WALLON adoptant les plans de gestion des risques d'inondation en ce compris les cartographies des zones soumises à l'aléa d'inondation et du risque de dommages dus aux inondations (<i>Mon. 21 mars 2016</i>)	175
BUREAU DE TARIFICATION CATASTROPHES NATURELLES – TARIF ET CONDITIONS GÉNÉRALES 2018 (<i>Mon. 6 décembre 2017</i>)	178

B. Terrorisme

1 ^{er} AVRIL 2007. – LOI relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme (<i>Mon. 15 mai 2007</i>)	190
17 JUILLET 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de règlement des sinistres en cas de terrorisme, constitué par l'article 5, § 1 ^{er} , de la loi du 1 ^{er} avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme (<i>Mon. 12 août 2009</i>)	195
31 JANVIER 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant certains seuils d'intervention, visés dans la loi du 1 ^{er} avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme (<i>Mon. 18 février 2010</i>)	199

C. Accidents technologiques

13 NOVEMBRE 2011. – LOI relative à l'indemnisation des dommages corporels et moraux découlant d'un accident technologique (<i>Mon. 24 février 2012</i>)	201
---	-----

ASSURANCE AUTOMOBILE**A. Législation**

21 NOVEMBRE 1989. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs. (<i>Mon. 8 décembre 1989</i>)	207
13 FÉVRIER 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs (<i>Mon. 6 avril 1991</i>)	222
14 DÉCEMBRE 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contrat-type d'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs. (<i>Mon. 3 février 1993; Err. Mon. 24 février 1993</i>)	223
26 AVRIL 1995. – ARRÊTÉ ROYAL désignant l'autorité visée à l'article 8 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs (<i>Mon. 12 juillet 1995</i>)	233
19 OCTOBRE 1995. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1 ^{er} de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs (<i>Mon. 23 novembre 1995</i>)	234
27 JANVIER 1998. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 10, § 2, de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs (<i>Mon. 4 avril 1998</i>)	235
11 JUILLET 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'agrément et le fonctionnement du Bureau belge et du Fonds commun de garantie. (<i>Mon. 17 octobre 2003</i>)	236
12 AVRIL 2004. – ARRÊTÉ ROYAL octroyant l'agrément au Fonds commun de garantie automobile et au Bureau belge des assureurs automobiles (<i>Mon. 30 avril 2004</i>)	240
26 FÉVRIER 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation des statuts du Fonds commun de garantie automobile et de ceux du Bureau belge des assureurs automobiles (<i>Mon. 10 mars 2008</i>)	241
3 AVRIL 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation des statuts du Fonds commun de Garantie, du Bureau belge des Assureurs automobiles et de CANARA (<i>Mon. 11 avril 2013</i>)	242
25 MARS 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'article 30 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs (<i>Mon. 6 avril 1991</i>)	243
CONVENTIONS entre bureaux nationaux d'assurances Règlement général du Conseil des Bureaux	244
ACCORD entre les bureaux nationaux d'assurance des États membres de l'Espace économique européen et d'autres États associés	254

24 MAI 2007. – ACCORD entre les bureaux signataires sur l'extension de l'accord multilatéral au bureau d'un pays tiers	256
22 NOVEMBRE 2011. – DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION sur l'application de la directive 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles de l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs (<i>J.O. L 310, 25 novembre 2011</i>)	258

B. Conventions professionnelles

CONVENTION – R.C. auto/R.C. exploitation	262
CONVENTION – Victimes innocentes.	270
CONVENTION – «Heurt de véhicules»	278
DÉCLARATION D'ENGAGEMENT «CARAMBOLAGES»	283
CONVENTION d'expertise et R.D.R.	284
CONVENTION «Lettres de renon et/ou de coassurance» – Directives pour les intermédiaires d'assurances .	349
CONVENTION I.A.D.C./C.M.R.P. – Usagers faibles	350
CONVENTION – Article 99 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances	360

ASSURANCE R.C. VIE PRIVÉE

12 JANVIER 1984. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile extra-contractuelle relative à la vie privée. (<i>Mon. 31 janvier 1984</i>)	368
19 DÉCEMBRE 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile extra-contractuelle des organisations travaillant avec des volontaires (<i>Mon. 22 décembre 2006</i>).	370
21 DÉCEMBRE 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions et modalités de souscription de l'assurance collective couvrant la responsabilité civile extra-contractuelle des organisations travaillant avec des volontaires (<i>Mon. 22 décembre 2006</i>)	372

ASSURANCES DES RISQUES PROFESSIONNELS

Liste des assurances obligatoires	376
20 FÉVRIER 1939. – LOI sur la protection du titre et de la profession d'architecte. (<i>Mon. 25 mars 1939</i>) ..	377
9 JUILLET 1971. – LOI réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (<i>Mon. 11 septembre 1971</i>)	378
16 FÉVRIER 1994. – LOI régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages (<i>Mon. 1^{er} avril 1994</i>)	379
14 JUILLET 1994. – LOI COORDONNÉE relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (<i>Mon. 27 août 1994; Err. Mon. 13 décembre 1994</i>)	380
11 MAI 2003. – LOI protégeant le titre et la profession de géomètre-expert (<i>Mon. 6 juin 2003</i>)	382
31 MARS 2010. – LOI relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (<i>Mon. 2 avril 2010</i>)	383
11 FÉVRIER 2013. – LOI organisant la profession d'agent immobilier (<i>Mon. 22 août 2013</i>)	391

31 MAI 2017. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile décennale des entrepreneurs, architectes et autres prestataires du secteur de la construction de travaux immobiliers et portant modification de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte (<i>Mon. 9 juin 2017</i>)	398
2 OCTOBRE 2017. – LOI réglementant la sécurité privée et particulière (<i>Mon. 31 octobre 2017</i>)	397
21 OCTOBRE 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (<i>Mon. 4 novembre 1971</i>)	398
1 ^{er} FÉVRIER 1995. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions de l'assurance de la responsabilité professionnelle des organisateurs et intermédiaires de voyages envers les voyageurs (<i>Mon. 31 mars 1995</i>)	399
15 DÉCEMBRE 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles de déontologie du géomètre-expert (<i>Mon. 25 janvier 2006</i>)	400
27 SEPTEMBRE 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation du code de déontologie de l'Institut professionnel des agents immobiliers et son annexe contenant la directive déontologique relative à l'assurance responsabilité civile professionnelle et cautionnement ayant pour objet les articles 5 et 32 du Code de déontologie de l'IPI (<i>Mon. 18 octobre 2006</i>)	401
25 AVRIL 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'assurance obligatoire prévue par la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte (<i>Mon. 23 mai 2007</i>)	404
25 AVRIL 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'assurance obligatoire prévue par la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-expert (<i>Mon. 3 juin 2014</i>)	406
29 OCTOBRE 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du titre 4, chapitre 4, du livre VII du Code de droit économique (<i>Mon. 5 novembre 2015</i>)	408
12 NOVEMBRE 2017. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités relatives à l'assurance couvrant la responsabilité civile des entreprises de gardiennage, des services internes de gardiennage, des services de sécurité et des entreprises de sécurité maritime (<i>Mon. 24 novembre 2017</i>)	408

ASSURANCE PROTECTION JURIDIQUE

12 OCTOBRE 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'assurance protection juridique. (<i>Mon. 8 novembre 1990</i>)	412
15 JANVIER 2007. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions auxquelles doit répondre un contrat d'assurance protection juridique pour être exempté de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance prévue par l'article 173 du Code des droits et taxes divers (<i>Mon. 27 février 2007</i>)	414

ASSURANCES-CRÉDIT ET ASSURANCE-CAUTION

31 AOÛT 1939. – LOI sur [le Ducroire]. (<i>Mon. 4 octobre 1939</i>)	418
4 MARS 2012. – LOI relative à la Centrale des Crédits aux Entreprises (<i>Mon. 18 avril 2012</i>)	424
11 JANVIER 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités de la garantie de l'État accordée au complément d'assurance-crédit dénommé «Belgacap» et abrogeant l'arrêté royal du 2 juillet 2009 relatif aux modalités de la garantie de l'État accordée au complément d'assurance-crédit dénommé «Belgacap» (<i>Mon. 25 janvier 2010</i>)	430
15 JUIN 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la Centrale des crédits aux entreprises (<i>Mon. 12 juillet 2012</i>)	432

III. ASSURANCES DE PERSONNES

A. Assurance vie

25 JUIN 1930. – LOI relative au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. (<i>Mon. 18 juillet 1930</i>) ..	436
24 JUILLET 2008. – LOI portant des dispositions diverses (I), art. 23 à 52 - Comptes, coffres et contrats d'assurance dormants (<i>Mon. 7 août 2008</i>)	437
26 DÉCEMBRE 2013. – LOI portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyen thématiques (<i>Mon. 31 décembre 2013</i>)	445
28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE (extraits)	452
14 NOVEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'activité d'assurance sur la vie. (<i>Mon. 14 novembre 2003; Err. Mon. 23 juillet 2004</i>)	461
16 MARS 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la protection des dépôts et des assurances sur la vie par le Fonds [de garantie pour les services financiers] (<i>Mon. 25 mars 2009</i>)	491
26 FÉVRIER 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 9, alinéa 2 de la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques fixant la procédure de demande d'avis préalable (<i>Mon. 18 mars 2014; Err. Mon. 25 mars 2014</i>)	503
28 FÉVRIER 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 9, alinéa 1 ^{er} de la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques fixant les projets éligibles pour le financement dans le cadre d'un prêt-citoyens thématique (<i>Mon. 18 mars 2014</i>)	504
28 FÉVRIER 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'accessibilité pour les investisseurs particuliers au sens de l'article 4, alinéa 3, g), de l'article 4, alinéa 4, f), et de l'article 5, alinéa 1 ^{er} , h), de la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques (<i>Mon. 18 mars 2014</i>)	505
1 ^{ER} SEPTEMBRE 2016. – ARRÊTÉ ROYAL portant application du chapitre V : Les comptes, coffres et contrats d'assurances dormants de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 23 septembre 2016</i>)	506

B. Pensions complémentaires

10 NOVEMBRE 1967. – ARRÊTÉ ROYAL N° 72 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. (<i>Mon. 14 novembre 1967; Err. Mon. 25 janvier 1968</i>)	513
24 DÉCEMBRE 2002. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 31 décembre 2002</i>)	514
28 AVRIL 2003. – LOI relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale. (<i>Mon. 15 mai 2003; Err. Mon. 26 mai 2003</i>)	523
27 DÉCEMBRE 2006. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 24 janvier 2007; Err. Mon. 13 février 2007; Err. Mon. 23 février 2007</i>)	549
15 MAI 2014. – LOI portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 19 juin 2014</i>)	554
31 JUILLET 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'organisation du régime de pension complémentaire des travailleurs indépendants. (<i>Mon. 25 août 1981</i>)	562

19 DÉCEMBRE 1990. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 52bis, §§ 2 et 2bis, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (<i>Mon. 22 décembre 1990</i>)	563
14 NOVEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale. (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	564
14 NOVEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles concernant le financement et la gestion de l'engagement de solidarité. (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	575
14 NOVEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pensions complémentaires sociaux. (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	577
14 NOVEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et aux personnes visées à l'article 32, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o et 2 ^o du Code des impôts sur les revenus 1992, occupées en dehors d'un contrat de travail. (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	578
14 NOVEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions d'agrément des entreprises et organismes d'assurances aux fins de l'exercice des activités d'assurances visées dans l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et aux personnes visées à l'article 32, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o et 2 ^o du Code des impôts sur les revenus 1992, occupées en dehors d'un contrat de travail. (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	582
15 DÉCEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles concernant le financement et la gestion d'un régime de solidarité, lié à une convention sociale de pension (<i>Mon. 9 janvier 2004</i>)	583
15 DÉCEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les prestations de solidarité liées aux conventions sociales de pension (<i>Mon. 9 janvier 2004</i>)	585
27 DÉCEMBRE 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la Pension complémentaire des Travailleurs indépendants et portant exécution des articles 45 et 80 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (<i>Mon. 31 décembre 2004</i>)	586
9 MARS 2005. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation du règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances fixant les tables de mortalité pour la conversion de capital en rente (<i>Mon. 21 avril 2005</i>)	587
12 JANVIER 2007. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (<i>Mon. 20 février 2007</i>)	588
12 JANVIER 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conventions de pension complémentaire pour travailleurs indépendants (<i>Mon. 20 février 2007</i>)	589
25 AVRIL 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (<i>Mon. 16 mai 2007</i>)	592

C. Assurances du solde restant dû

10 AVRIL 2014. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant certains contrats d'assurance visant à garantir le remboursement du capital d'un crédit hypothécaire (<i>Mon. 10 juin 2014</i>)	595
4 MARS 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant l'agrément de la Caisse de compensation visée à l'article 220 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances (<i>Mon. 12 mars 2015</i>)	600

24 DÉCEMBRE 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL visant à établir le règlement d'ordre intérieur du Bureau du suivi de la tarification (*Voy. Mon. 30 décembre 2014, pp. 106844-106850*).....

D. Assurance maladie, perte de revenus et dépendance

17 JUILLET 2003. – ORDONNANCE (DU CONSEIL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE) portant le Code bruxellois du Logement (<i>Mon. 9 septembre 2003</i>)	605
24 JUIN 2016. – DÉCRET (DU PARLEMENT FLAMAND) relatif à la protection sociale flamande (<i>Mon. 6 septembre 2016</i>).....	622
20 DÉCEMBRE 2007. – ARRÊTÉ ROYAL instituant l'organe de conciliation visé à l'article 138bis-6, troisième alinéa de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon. 14 mai 2008</i>)	622
21 JANVIER 1999. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT WALLON instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	624
13 JUIN 2008. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT FLAMAND relatif à l'assurance logement garanti (<i>Mon. 30 mars 2009</i>)	627
14 OCTOBRE 2016. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT FLAMAND portant exécution du décret du 24 juin 2016 relatif à la protection sociale flamande (<i>Mon. 16 décembre 2016</i>)	627

IV. ASSURANCES ACCIDENTS DU TRAVAIL

A. Secteur privé

10 AVRIL 1971. – LOI sur les accidents du travail. (<i>Mon. 24 avril 1971</i>)	678
20 JUILLET 2006. – LOI portant des dispositions diverses (<i>Mon. 28 juillet 2006</i>)	709
16 AOÛT 2016. – LOI portant fusion du Fonds des accidents du travail et du Fonds des maladies professionnelles (<i>Mon. 5 septembre 2016</i>).....	717
25 OCTOBRE 1971. – ARRÊTÉ ROYAL étendant le champ d'application et fixant les règles spéciales d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (<i>Mon. 4 novembre 1971</i>)	721
21 DÉCEMBRE 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (<i>Mon. 28 décembre 1971; Err. Mon. 7 janvier et 29 mars 1972</i>)	722
21 DÉCEMBRE 1971. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités du calcul et de la perception de la cotisation prévue à l'article 59, 1 ^o , de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et destinés au Fonds des accidents du travail (<i>Mon. 31 décembre 1971</i>)	734
21 DÉCEMBRE 1971. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les allocations et l'assistance sociale accordées par le Fonds des accidents du travail. (<i>Mon. 31 décembre 1971; Err. Mon. 7 janvier 1972</i>).....	735
28 DÉCEMBRE 1971. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles spéciales d'application aux gens de mer de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (<i>Mon. 31 décembre 1971</i>)	739
30 DÉCEMBRE 1976. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 59bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 15 janvier 1977</i>).....	748
30 DÉCEMBRE 1976. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de certaines dispositions de l'article 59quater de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (<i>Mon. 15 janvier 1977; Err. Mon. 6 mars 2002</i>)	749

30 DÉCEMBRE 1976. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 45quinquies, 60 et 60bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (<i>Mon. 15 janvier 1977</i>)	753
29 DÉCEMBRE 1978. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 98, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 25 janvier 1979</i>)	755
10 AOÛT 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions spéciales pour l'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail aux sportifs. (<i>Mon. 26 août 1987</i>)	756
10 DÉCEMBRE 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités et les conditions de l'entérinement des accords par le Fonds des accidents du travail. (<i>Mon. 29 décembre 1987</i>)	757
10 DÉCEMBRE 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux allocations accordées dans le cadre de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (<i>Mon. 6 janvier 1988</i>)	760
16 DÉCEMBRE 1987. – ARRÊTÉ ROYAL portant organisation et fonctionnement d'une banque centrale de données au Fonds des accidents du travail (<i>Mon. 25 décembre 1987</i>)	766
24 DÉCEMBRE 1987. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, relatif au paiement des allocations annuelles, des rentes et des allocations. (<i>Mon. 6 janvier 1988</i>)	768
2 SEPTEMBRE 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 76, § 3, 1 ^o , de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 7 novembre 1991</i>)	772
8 JUILLET 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 76, § 3, 1 ^o , de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 30 septembre 1992</i>)	773
16 SEPTEMBRE 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la rente allouée aux enfants, petits-enfants, frères et sœurs handicapés d'une personne victime d'un accident du travail. (<i>Mon. 9 octobre 1992</i>)	774
31 DÉCEMBRE 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'allocation annuelle allouée aux enfants, petits-enfants, frères et sœurs handicapés d'une personne, victime d'une maladie professionnelle. (<i>Mon. 9 février 1993</i>)	775
31 DÉCEMBRE 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant limitation de la notion de rémunération, telle que définie à l'article 35 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 9 février 1993</i>)	776
19 OCTOBRE 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 23, alinéa 1 ^{er} , de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (<i>Mon. 27 avril 1994</i>)	777
12 AOÛT 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 59, 9 ^o , alinéa deux, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 7 septembre 1994</i>)	778
12 AOÛT 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 51ter de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 7 septembre 1994</i>)	779
19 MAI 1995. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions et modalités de l'exercice du contrôle médical par les médecins-inspecteurs du Fonds des accidents du travail. (<i>Mon. 30 juin 1995</i>)	782
14 AVRIL 1997. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 86 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, en ce qui concerne certains employeurs de sportifs rémunérés. (<i>Mon. 10 juillet 1997</i>)	783
24 NOVEMBRE 1997. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution, en ce qui concerne l'assurance «accidents du travail» dans le secteur privé, de certaines dispositions de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer «la charte» de l'assuré social (<i>Mon. 23 décembre 1997</i>)	784
18 AVRIL 2000. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions spéciales de calcul de la rémunération de base pour l'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail à certaines catégories de travailleurs. (<i>Mon. 18 mai 2000</i>)	786

19 MAI 2000. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 25ter de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (Mon. 21 juin 2000)	788
17 OCTOBRE 2000. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions et le tarif des soins médicaux applicable en matière d'accidents du travail. (Mon. 22 novembre 2000)	789
10 JUIN 2001. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la notion uniforme de «rémunération journalière moyenne» en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales. (Mon. 31 juillet 2001)	791
12 MARS 2003. – ARRÊTÉ ROYAL établissant le mode et le délai de déclaration d'accident du travail. (Mon. 2 avril 2003)	794
9 OCTOBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 24, alinéa premier, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Mon. 21 novembre 2003)	795
10 NOVEMBRE 2004. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 portant exécution de l'article 51ter de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (Mon. 25 novembre 2004)	797
25 NOVEMBRE 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 39bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Mon. 14 décembre 2004)	798
8 JANVIER 2006. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles spéciales d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail aux employeurs étrangers qui occupent certains travailleurs occupés simultanément chez un employeur belge faisant partie du même groupe (Mon. 20 février 2006)	800
5 MARS 2006. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la procédure d'intervention en conciliation du médecin du Fonds des accidents du travail (Mon. 28 mars 2006)	801
12 DÉCEMBRE 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 42bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Mon. 21 décembre 2006)	803
7 JUIN 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 59quinquies de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Mon. 29 juin 2007)	806
23 DÉCEMBRE 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en matière de risques aggravés de manière disproportionnée (Mon. 30 décembre 2008)	808
30 MARS 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la couverture des frais de fonctionnement du Fonds des accidents du travail en exécution de l'article 58quater de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Mon. 16 avril 2009)	811
7 JUIN 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 59sexies, alinéa premier, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Mon. 10 juillet 2009)	812
31 JUILLET 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles spéciales de calcul de la rémunération de base pour l'application de la loi du 10 avril 1971 aux travailleurs auxquels s'appliquent pendant la période de référence une diminution du temps de travail en vertu des titres 1 ^{er} et 2 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise (Mon. 24 août 2009)	813
1 ^{er} OCTOBRE 2013. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les conditions d'indemnisation des prothèses dentaires nécessitées à la suite de lésions subies lors d'un accident du travail (Mon. 11 octobre 2013)	814
27 MAI 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant assimilation des mousses aux apprentis visés à l'article 80 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Mon. 4 août 2014)	815
5 MARS 2003. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif au montant des amendes administratives visées à l'article 91bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. (Mon. 6 mai 2003)	816

8 DÉCEMBRE 1977. – RÈGLEMENT pris en application des articles 1 ^{er} et 3 de l'arrêté royal du 30 décembre 1976 portant exécution des articles 60 et 60bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 7 mars 1978</i>)	818
12 JUILLET 2006. – RÈGLEMENT pris en application de l'article 10, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , et § 4, de l'arrêté royal du 30 décembre 1976 portant exécution de l'article 59quater de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 22 août 2006</i>)	819

B. Secteur public

3 JUILLET 1967. – LOI sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public. (<i>Mon. 10 août 1967</i>)	822
---	-----

V. ASSURANCES MARITIMES

10 - 15 SEPTEMBRE 1807. – CODE DE COMMERCE	834
--	-----

VI. CONTRÔLE

Liste des assurances obligatoires	841
8 DÉCEMBRE 1992. – LOI relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. (<i>Mon. 18 mars 1993</i>)	842
22 FÉVRIER 1998. – LOI fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique. (<i>Mon. 28 mars 1998</i>)	846
2 AOÛT 2002. – LOI relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. (<i>Mon. 4 septembre 2002</i>)	861
15 OCTOBRE 2008. – LOI portant des mesures visant à promouvoir la stabilité financière et instituant en particulier une garantie d'État relative aux crédits octroyés et autres opérations effectuées dans le cadre de la stabilité financière (<i>Mon. 17 octobre 2008</i>)	929
26 AVRIL 2010. – LOI portant des dispositions diverses en matière d'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I) (<i>Mon. 28 mai 2010</i>)	930
4 AVRIL 2014. – LOI relative aux assurances (Voir Partie I. Généralités) (<i>Mon. 30 avril 2014</i>)	
13 MARS 2016. – LOI relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance (<i>Mon. 23 mars 2016</i>)	937
18 SEPTEMBRE 2017. – LOI relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (<i>Mon. 6 octobre 2017</i>)	1098
22 FÉVRIER 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances. (<i>Mon. 11 avril 1991</i>)	1146
17 NOVEMBRE 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances (<i>Mon. 21 décembre 1994</i>)	1174

5 DÉCEMBRE 1996. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2, § 3, 5°, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. (<i>Mon. 20 février 1997</i>)	1196
23 AOÛT 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 63, §§ 1 ^{er} et 3, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. (<i>Mon. 11 octobre 2004</i>)	1197
21 NOVEMBRE 2005. – ARRÊTÉ ROYAL organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises de réassurance, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit (<i>Mon. 30 novembre 2005</i>)	1201
3 JUIN 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 28 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 13 juin 2007</i>)	1218
14 NOVEMBRE 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des mesures anti-crise reprises dans la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, en ce qui concerne la création du Fonds de garantie pour les services financiers (<i>Mon. 17 novembre 2008</i>)	1219
29 AVRIL 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 3, § 5, 3°, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel en ce qui concerne l'Autorité des services et marchés financiers (<i>Mon. 13 mai 2009</i>)	1227
27 SEPTEMBRE 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurances et des entreprises de réassurances (<i>Mon. 7 octobre 2009</i>)	1228
27 SEPTEMBRE 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 16 février 2009 relative à la réassurance (<i>Mon. 15 octobre 2009</i>)	1230
18 AOÛT 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la désignation des associations professionnelles visées à l'article 16, § 3, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 2 septembre 2010</i>)	1243
19 JUILLET 2013. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la liste des pays tiers équivalents et la liste des autorités ou des organismes publics européens visés respectivement à l'article 37, § 2, alinéa 1 ^{er} , 2° et 5°, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 25 juillet 2013</i>)	1244
21 FÉVRIER 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités d'application au secteur des assurances des articles 27 à 28bis de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 7 mars 2014</i>)	1246
21 FÉVRIER 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles de conduite et aux règles relatives à la gestion des conflits d'intérêts, fixées en vertu de la loi, en ce qui concerne le secteur des assurances (<i>Mon. 7 mars 2014</i>)	1250
14 SEPTEMBRE 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la répartition de participations bénéficiaires et à l'octroi de ristournes en matière d'assurance (<i>Mon. 31 octobre 2016</i>)	1250

VII. INTERMÉDIATION

22 MARS 2006. – LOI relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers (<i>Mon. 28 avril 2006</i>)	1266
4 AVRIL 2014. – LOI relative aux assurances (Voir Partie I. Généralités) (<i>Mon. 30 avril 2014</i>)	

CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE, Livre X «Contrats d'agence commerciale, contrats de coopération commerciale et concessions de vente».....	1277
25 MARS 1996. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances (<i>Mon. 3 avril 1996</i>).....	1283
1 ^{er} JUILLET 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers (<i>Mon. 6 juillet 2006</i>).....	1292
22 DÉCEMBRE 2010. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 5, § 3, de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)...	1298
25 AVRIL 2014. – ARRÊTÉ ROYAL imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail (<i>Mon. 12 juin 2014</i>).....	1301
29 OCTOBRE 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du titre 4, chapitre 4, du livre VII du Code de droit économique (<i>Mon. 5 novembre 2015</i>).....	1313

VIII. FISCALITÉ DE L'ASSURANCE

10 AVRIL 1992. – CODE DES IMPÔTS SUR LES REVENUS 1992 (<i>Mon. 30 juillet 1992</i>).....	1324
27 AOÛT 1993. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992. (<i>Mon. 13 septembre 1993</i>).....	1359
3 JUILLET 1969. – LOI créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée. (<i>Mon. 17 juillet 1969</i>).....	1365
31 MARS 1936. – ARRÊTÉ ROYAL N° 308 établissant le Code des droits de succession (Mon. 7 avril 1936) confirmé par la loi du 4 mai 1936. (<i>Mon. 7 mai 1936</i>).....	1366
2 MARS 1927. – CODE des droits et taxes divers.....	1371
3 MARS 1927. – ARRÊTÉ D'EXÉCUTION du Code des droits et taxes divers.....	1381
22 JUIN 2012. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 28 juin 2012</i>).....	1385
27 SEPTEMBRE 2012. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 72, § 1 ^{er} , alinéa 6 et 74 de la loi-programme du 22 juin 2012 (<i>Mon. 28 septembre 2012</i>).....	1387

IX. DISPOSITIONS DIVERSES

COMPÉTENCE JUDICIAIRE

A. Belgique

10 OCTOBRE 1967. – CODE JUDICIAIRE.....	1391
---	------

B. Textes internationaux

12 DÉCEMBRE 2012. – RÈGLEMENT (UE) N° 1215/2012 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012</i>).....	1395
---	------

LOI APPLICABLE

11 JUILLET 2007. – RÈGLEMENT (CE) N° 864/2007 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>).....	1419
17 JUIN 2008. – RÈGLEMENT (CE) N° 593/2008 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (<i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i>).....	1428

AUTRES

21 MARS 1804 (30 VENTÔSE AN XII). – CODE CIVIL	1440
16 DÉCEMBRE 1851. – LOI HYPOTHÉCAIRE (<i>Mon. 22 décembre 1851</i>)	1441
10 - 15 SEPTEMBRE 1807. – CODE DE COMMERCE	1445
10 MAI 2007. – LOI tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes (<i>Mon. 30 mai 2007</i>)	1446
10 MAI 2007. – LOI tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (<i>Mon. 30 mai 2007</i>)	1460

SITES INTERNET	1471
----------------------	------